

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Retards de paiement en France : 89 % des entreprises françaises touchées, un nouveau record

Paris, 29 septembre 2026 : Coface publie la 4^e édition de son enquête sur les comportements de paiement des entreprises françaises, menée en juin auprès de 690 sociétés. Les résultats révèlent une nouvelle dégradation : **89 % des entreprises ont subi des retards de paiement au cours des douze derniers mois et leur durée moyenne atteint désormais 41,2 jours**. Les TPE sont les plus exposées, tant par la durée des retards que par leur impact sur la trésorerie.

Chiffres clés

- **89 %** des entreprises françaises ont subi des retards de paiement en 2026
- **41,2 jours** de retard moyen de paiement, et jusqu'à 46 jours pour les TPE.
- **58 %** des TPE jugent l'impact des retards de paiement sur leur trésorerie « très important » ou « critique ».
- **43 282** défaillances enregistrées sur les sept premiers mois de 2026, soit +6 % sur un an.

Les retards de paiement à un niveau inédit

Accorder des délais de paiement reste la norme en France : **97 %** des entreprises le font, pour une durée moyenne stable de **50 jours**. Cette durée est plus longue qu'en Allemagne (31 jours), mais désormais plus courte qu'en Pologne (53 jours) et qu'au Royaume-Uni (57 jours).

C'est sur les **retards de paiement**, plus révélateurs de la conjoncture, que le signal d'alerte est le plus net : **89 %**

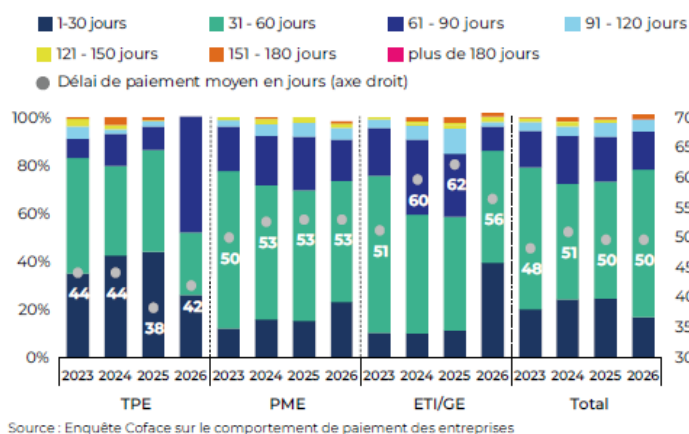
des entreprises françaises en ont constaté en 2026, contre 86 % en 2025, 85 % en 2024 et 82 % en 2023. Cette proportion est supérieure à celles observées en Allemagne (81 %), en Pologne (64 %) et en Chine (86 %), et équivalente à celle du Royaume-Uni (89 %).

Des retards plus longs qui pèsent sur la trésorerie

La durée moyenne de ces retards s'est nettement allongée, à **41,2 jours** contre 39,5 jours en 2025 et 37,6 jours en 2023. Les TPE apparaissent particulièrement exposées, avec un retard moyen de 46 jours, contre 39 pour les PME et 36 pour les ETI et grandes entreprises.

Au-delà de leur durée, ces retards pèsent de plus en plus lourdement sur la trésorerie : **58 %** des TPE estiment désormais leur impact « très important » ou « critique », contre 40 % des

Délais de paiement par taille d'entreprise²

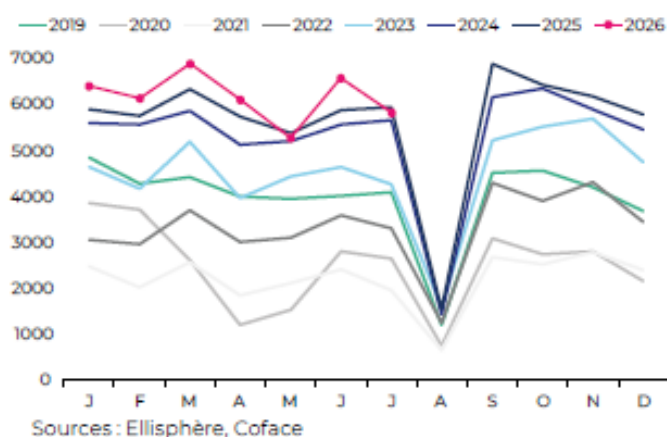


PME et 26 % des ETI et grandes entreprises. Premier facteur invoqué par les répondants : les difficultés financières de leurs propres clients (47 % des réponses), loin devant les problèmes organisationnels (21 %) et les retards délibérés sans difficultés financières (19 %).

Défaillances : une dynamique qui ne faiblit pas

Cette dégradation des comportements de paiement s'accompagne d'une poursuite de la hausse des défaillances d'entreprises. Depuis fin 2023, celles-ci évoluent nettement au-dessus de leur niveau d'avant-Covid et 2026 confirme la tendance : **43 282** défaillances ont été enregistrées sur les sept premiers mois de l'année, en hausse de **6 %** sur un an et de **46 %** par rapport à 2019. La hausse est particulièrement marquée dans les services aux entreprises (+12 %), l'agroalimentaire (+11 %) et l'automobile (+8 %). Au-delà des microentreprises, qui concentrent plus de 90 % des cas, les ETI et grandes entreprises ne sont pas épargnées : **64** défaillances ont été recensées entre juillet 2025 et juin 2026, contre 27 en 2019.

Nombre mensuel de défaillances d'entreprises



Dans ce contexte, **3,6** milliards d'euros de dettes fournisseurs ont été affectées sur les sept premiers mois de l'année et près de **160 000** emplois touchés. Coface anticipe une progression des défaillances de **7 %** sur l'ensemble de l'année 2026, puis de 9 % en 2027.

Les entreprises abordent 2027 avec une confiance en recul

Dans ce contexte déjà tendu, les entreprises anticipent une poursuite de la dégradation : **56 %** prévoient une dégradation de leur activité en 2027, contre 49 % un an plus tôt et seules 9 % misent sur une amélioration. L'environnement politico-social français s'impose comme la première source d'inquiétude des entreprises, devant les tensions géopolitiques et les prix des matières premières.

Ce pessimisme s'explique également par des facteurs externes déjà perceptibles. Plus de **trois quarts** des entreprises ayant une relation commerciale directe avec les États-Unis déclarent avoir subi les effets des droits de douane américains : 32 % ont dû réduire leurs marges et 27 % ont vu leurs exportations reculer. Les tensions au Moyen-Orient et les perturbations du détroit d'Ormuz ont également affecté 84 % des entreprises interrogées, principalement à travers une hausse des coûts, particulièrement marquée dans les secteurs industriels tels que la chimie.

« La généralisation des retards de paiement n'est plus seulement un indicateur de tensions entre entreprises. Elle devient un facteur de fragilisation de leur trésorerie, particulièrement pour les plus petites structures. Dans un environnement économique et politique incertain, l'allongement des retards va entretenir la hausse des défaillances en 2027. », **Carine Pichon, Directrice générale pour l'Europe de l'Ouest et l'Afrique, Coface.**

Retrouvez l'enquête en intégralité [ici](#).



SERVICE DE PRESSE COFACE

Adrien Billet : +33 6 59 46 59 15
adrien.billet@coface.com

HAVAS

Alice Bastard : +33 7 72 10 95 14
Barbara Pianelli-Balisoni : +33 6 35 26 33 79
coface@havas.com

COFACE: FOR TRADE

Acteur de référence de la gestion du risque de crédit commercial au niveau mondial depuis plus de 75 ans, Coface aide les entreprises à développer leurs activités et à naviguer dans un environnement incertain et volatil. Quels que soient leur taille, leur localisation ou leur secteur d'activité, Coface accompagne 100 000 clients sur près de 200 marchés à travers une gamme complète de solutions : assurance-crédit, services d'information, recouvrement de créances, assurance Single Risk, caution, affacturage. Chaque jour, Coface capitalise sur son expertise unique et les technologies de pointe pour faciliter les échanges commerciaux, sur les marchés domestiques comme à l'export. En 2025 Coface comptait ~5 511 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de 1,84 €Mds.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur coface.com

COFACE SA. est coté sur le compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

COFACE SA certifie ses communications depuis le 25/07/2022.
Vous pouvez vérifier leur authenticité sur wiztrust.com

